

LA VIE INDUSTRIELLE DANS LE CANTON DE MOREZ PENDANT L'OCCUPATION ALLEMANDE

conférence donnée le 11 décembre 2010 à Morez par Marie-Paule Renaud

introduction

Faisant suite à mon exposé sur la crise de 29 à Morez, je tenterai une nouvelle fois d'apporter quelques aperçus nouveaux sur plusieurs points concernant des événements par ailleurs assez bien connus, en adoptant la même méthode, c'est-à-dire en utilisant principalement les archives des cabinets des préfetures du Jura, du Doubs, ainsi que la Côte d'Or, le Jura appartenant, avant guerre, à la région économique de Dijon.

Je ferai allusion, au cours de mon exposé, à quelques témoignages qui avaient été recueillis en leur temps par Maurice Genoudet, Michel Bussod et Bernard Gabriel-Robez dans leurs ouvrages respectifs.

Les archives de la Seconde Guerre mondiale ne sont pas encore toutes disponibles. Sans compter tout ce qui a été détruit. Il y a quelques années, j'ai voulu consulter les archives de Victor Bérard au Sénat. On m'a dit qu'elles avaient été perdues lors du transfert du gouvernement à Bordeaux en mai 1940.

Il appartiendra aux générations qui nous suivent de faire la lumière complète sur une période historique controversée.

Je vous propose la citation d'un historien résistant, fusillé par les allemands en 1944 :

*Nul ne saurait prétendre avoir tout contemplé ou tout connu.
Que chacun dise franchement ce qu'il a à dire ;
la vérité naîtra de ces sincères controverses.
(Marc Bloch, L'étrange défaite, 1940)*

En France, les séquelles de la crise de 29 ne sont pas encore guéries en 1938, lorsque l'Allemagne annexe l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

La production industrielle est inférieure de 30% à ce qu'elle était en 1913. Elle remontera en 1939 grâce à l'effort de réarmement.

La lunetterie a mieux résisté que l'horlogerie et l'émaillerie, mais dans tous les secteurs, beaucoup de petits ateliers ont disparu.

La dépression démographique de la Grande Guerre et l'exode des jeunes vers les villes ont fait perdre à Morez 244 habitants, Les Rousses 270, Bois-d'Amont 120, Morbier 40, Longchaumois 120 et Prémanon 50.

Dès le début de l'année 1939, des décrets-lois fixent à 60 heures la semaine de travail dans les entreprises travaillant pour l'armée. Sont considérées comme telles toutes les entreprises de la métallurgie et du travail des métaux.

Des commissions départementales pour organiser la production en période de guerre sont créées.

Pour le Jura, elle s'installe rue de la Paix à Morez.¹ Elle organisera avec la chambre des métiers du Jura, présidée par M. Bourg à Morbier, une exposition d'objets intéressant l'armement susceptibles d'être fabriqués par les artisans et petits industriels du Jura.²
L'atelier de menuiserie de l'école pratique fabrique des caisses à munition.³

Toutefois, les plans de reconversion industrielle n'ont pas le temps de porter leurs fruits avant la mobilisation générale.

Le 3 septembre 1939, dans l'après-midi, toutes les sirènes mugissent, annonçant le début de la guerre.

De 800 000 hommes sous les drapeaux en août, on passe à près de 5 millions en septembre.

De nombreux ateliers sont paralysés. Voici quelques exemples.

Emmanuel Paget et Maurice Morel, qui ont créé la société Paget-Morel en 1938, sont mobilisés. L'atelier s'arrête. Ils ont 7 ouvriers.

Pierre Finasse est mobilisé, son entreprise s'arrête également.

Marceau Girod est mobilisé à Morez, il peut continuer à temps partiel son travail d'émailleur.⁴

Charles Bourdenet, monteur de lunettes, ouvre un atelier, cour Paul-Odobez, en louant l'atelier d'Hector Bailly-Salins dont le fils a été mobilisé.⁵

À Bois-d'Amont, sur un millier d'habitants, une centaine d'hommes doivent partir⁶. Paul Lacroix, dont l'employeur a été mobilisé, ouvre une fabrique de boîtes à fromage ; 19 autres ateliers fonctionnaient avant la mobilisation, et 9 après⁷.

L'hiver 1939-40 est rude.

Pour augmenter la production industrielle, l'armée renvoie dans ses foyers, début mai 1940, plusieurs dizaines de milliers d'affectés spéciaux pour faire tourner les usines. Sont renvoyés les réservistes non officiers des classes 1912 et 1913, ainsi que ceux des classes plus jeunes, du fait de leur situation de famille.

Emmanuel Paget, Maurice Morel, Pierre Finasse sont libérés et relancent leurs ateliers.

Dans les établissements titulaires de marchés de défense nationale ou de sous-traitance, l'emploi des femmes est rendu obligatoire et encouragée par la presse qui évoque la « mobilisation intérieure ».⁸
Elles sont 570 000, déjà, dans les industries de guerre.

La Chambre de commerce du Jura obtient auprès du ministère du Commerce, en mars 1940, l'inscription des diamantaires, lapidaires, lunetiers et opticiens sur la liste des établissements industriels et commerciaux relative aux affectations spéciales.

Des lunetiers, comme Cébé, sont réquisitionnés. L'horlogerie ne semble pas concernée. Besançon ouvre un centre de formation accélérée en 5 mois pour horlogers et mécaniciens, afin de palier le manque d'hommes partis sous les drapeaux.

Le rationnement est institué en mars. Il est interdit aux salariés agricoles de s'embaucher dans l'industrie. Les cartes d'alimentation pour les familles, la réquisition des animaux pour l'armée payés aux agriculteurs en dessous de leur prix de revient créent des mécontentements.

1 Archives départementales du Jura 7W140

2 *Le Nouvelliste*, 21 mai 1940

3 Michel Bussod, *La Petite Fille des Rivières*, Morez, 1996, p.93

4 Bernard Gabriel-Robez, *Morez, vallée des entrepreneurs*, Strasbourg, 2009, p.221.

5 AD Jura 379W1

6 Abbé Francis Bono, *Histoire et mémoire d'un village du Haut-Jura, Bois-d'Amont*, Lons-le-Saunier, 1990, p.223.

7 AD Jura 379W1

8 Arrêté du 30 mars 1940 et *Le Nouvelliste* du 10 mars 1940

Les journaux fustigent le défaitisme : « *Trop de gens bavardent à tort et à travers, écrit le Nouvelliste de Lyon, et toujours pour désespérer. Trop de gens sont des porteurs de pessimisme, comme en temps d'épidémie, on voit des porteurs de germes disséminer le choléra. Tout pessimiste est défaitiste. De grâce, ne ménageons pas le défaitiste* »⁹.

Pendant la drôle de guerre, la propagande est intense. Le cinéma de Longchaumois diffuse des films d'actualité « *exaltant, je cite, l'héroïsme de nos aviateurs, de nos marins et soldats de toutes armes et nous montrant la France entière unie dans l'effort avec ses alliées la Grande-Bretagne et la Norvège pour la victoire du droit* », films suivis d'une comédie en plusieurs parties, intitulée « Le congrès s'amuse ».¹⁰

Le vendredi 10 mai 1940, l'offensive allemande commence. Paris est bombardé le 3 juin.

L'exode des Belges et des départements du Nord, les massacres de civils et de prisonniers perpétrés dans le Pas-de-Calais jettent sur les routes 6 à 8 millions de réfugiés qui tentent de gagner en hâte le sud de la France ou la Suisse.

Vers le 15 juin, des réfugiés et des soldats abandonnés traversent le Jura, arrivent à Dole en répandant des nouvelles qui terrorisent la population. Des magasins, des maisons sont pillés.¹¹

À Morez, l'entrée des colonnes de réfugiés précède de peu l'arrivée des Allemands qui occupent la paroisse, l'école libre sur les quais, l'école pratique et divers bâtiments, endommagent la salle paroissiale et retiennent en otage pendant quelques heures l'abbé Bonnefoy, vicaire de l'abbé Renaud.¹²

Plusieurs entreprises franc-comtoises émigrent en zone sud.

À Besançon, prise le 16 juin, les établissements horlogers LIP sont confisqués aussitôt, et leurs 400 salariés ; les frères Lipmann s'installent à Issoudun. L'horloger Gismar, entreprise de 40 ouvriers, part à Nice et y fonde la Compagnie industrielle horlogère, où il est rejoint par les fabricants de montres Anguenot et Moutarlier de Villers-le-Lac¹³.

Aux accords de Rethondes, le 25 juin, la France est partagée en une zone libre au sud de la Loire et une zone occupée au nord. La ligne de démarcation commence au sud de Gex, monte à travers le Haut-Jura jusqu'au val de la Loue vers Mouchard ; elle prend ensuite plein ouest jusqu'au département d'Indre-et-Loire, d'où elle se dirige au sud jusqu'à la frontière espagnole. Le littoral atlantique est compris dans la zone occupée, le gouvernement qui s'était réfugié à Bordeaux, émigre à Vichy.

La ligne de démarcation a été bien étudiée, plusieurs ouvrages ont été publiés, de très nombreux témoignages ont été recueillis sur les passages clandestins.

Ce qui est moins connu, moins souvent évoqué, est la création par les Allemands, au mois d'août suivant, à l'intérieur de la zone occupée, d'une zone interdite séparée du reste du territoire par une ligne *Nordest-Linie* ou ligne « Nord-est », allant de la baie de Somme à la frontière franco-suisse.

Dans le Haut-Jura, les deux lignes sont confondues, du Bugey jusqu'à hauteur de Villers-Farlay, près de Mouchard, où elle se dirige ensuite plein nord sur Chaumont et la Moselle.

9 *Le Nouvelliste* 21 mai 1940

10 *Le Nouvelliste* 20 avril 1940

11 André Besson, *Nos années d'espérance. Souvenirs*, Cêtre, 1993

12 *Semaine religieuse* 18-25 septembre 1941 p.209-211 et Maurice Genoudet, *Histoire de Morez*, 1983, p.150

13 AD Doubs 340W126

Au nord de cette ligne de zone interdite, les départements du Nord et du Pas-de-Calais sont rattachés à la région militaire de Belgique, sous le gouvernement de von Falkenhausen à Bruxelles. Au nord-est, l'Alsace est annexée au District de Bade dirigé par le *gauleiter* Wagner, et la Lorraine, peu après, est intégrée dans un District de la Marche de l'Ouest (ouest par rapport à l'Allemagne), dirigé par le *gauleiter* Bürckel.

On applique dans ces départements une politique de germanisation forcée ; 90 000 Mosellans et 45 000 Alsaciens sont expulsés.

Quel allait être le sort de la Franche-Comté ? Dans les cartons de Hitler, un projet secret mis au point avant la guerre prévoyait l'annexion du Doubs et du Jura, l'expulsion de leurs habitants, remplacés par les populations allemandes du sud-Tyrol, qui était devenu italien après le traité de Versailles.

Lors de la rencontre Hitler-Mussolini du 18 juin 40, le transfert des Tyroliens dans notre région est réaffirmé. Ce serait à l'État français d'indemniser les Francs-Comtois pour une destination non précisée.

Les villes prendraient les noms des bourgades tyroliennes abandonnées : Besançon deviendrait Bozen, Dole Brixen et Pontarlier, Brunech.

Le 27 juillet, les frontières de cette nouvelle Bourgogne allemande sont tracées, incluant le Doubs, une partie du Jura, de la Haute-Saône et de la Côte-d'Or.

Dans l'entourage de Hitler, des rivaux de Himmler, promoteur de ce projet, proposaient, non pas, l'expulsion des Francs-Comtois, mais leur germanisation, sous prétexte que l'ancien royaume burgonde avait été fondé au V^e siècle par des envahisseurs venus d'outre-Rhin, ces nazis rêvant aussi de reconstituer l'ancienne Lotharingie¹⁴.

L'un ou l'autre de ces plans devait être mis à exécution après la capitulation de l'Angleterre que Hitler avait prévue imminente.

Si la population ne connaît pas en détail ces projets, la crainte de l'annexion est dans les esprits, comme le souligne le préfet de Belfort, dans son rapport du 25 septembre :

*« La crainte de l'annexion est douloureusement ressentie par ceux qui réfléchissent et que ne réussit pas à rassurer le rétablissement de la frontière aux anciennes limites de l'Alsace. La détermination de la zone interdite donne lieu aux hypothèses les plus variées, mais, en général, pessimistes : annexion et tampon-protectorat de longue durée ».*¹⁵

Mais heureusement, l'Angleterre ne capitule pas, la bataille d'Angleterre s'engage pour un an en de rudes combats, le temps passe, d'autres priorités se font jour pour Hitler, la zone interdite demeure en l'état.

Le Jura est le seul département à être divisé en trois zones : une partie est, frontalière, et nord-est en zone interdite, l'ouest et le sud-ouest en zone libre, comprenant Lons-le-Saunier, Poligny, Saint-Amour et Saint-Claude, une petite zone occupée autour de Tavaux. Dole est la seule ville en France à se trouver à l'intersection de ces trois zones et devient préfecture pour la zone occupée.

Dans le canton de Morez, la situation est la suivante : Bellefontaine et Bois-d'Amont en zone interdite, Tancua, Lézat, La Mouille, Prémanon et Longchaumois en zone libre, Morbier, Morez et Les Rousses sur la ligne de démarcation.

14 Joseph Pinard, « Une ténébreuse affaire méconnue : le projet nazi d'expulsion des Francs-Comtois pendant la dernière guerre », Besançon, 1989, AD Doubs BC20675.

15 Cité par François Marcot, *Les Voix de la Résistance*, Besançon, Cêtre 1989, p.38.

L'occupation, ce sont 100 000 hommes de troupe et 1 500 fonctionnaires qui vivent sur l'habitant, démantèlent et pillent le territoire. La France verse 400 millions de francs par jour d'indemnités.

Cette zone interdite est une catastrophe économique ; tous les échanges avec la zone libre et la Suisse sont suspendus, interdiction qui sera assouplie par l'occupant, grâce à un régime de laisser-passer très contraignant et qui servira de mode de chantage.

Une *kommandantur* s'installe à Morez au Modern Central Hotel et à Bois-d'Amont, à l'hôtel Léon Arbez, dépendant toutes deux de la *Feldkommandantur* 560 de Besançon, elle-même rattachée à la région militaire de Dijon.

On tente de s'organiser.

À la rentrée de l'automne 1940, les élèves extérieurs de l'école pratique ne peuvent pas revenir et l'internat est occupé par les soldats allemands. L'atelier de mécanique leur sert d'armurerie où ils réparent des armes de tous calibres. L'école se scinde en trois centres : Saint-Cloud, dans les bâtiments de la Manufacture nationale de Sèvres, et une section d'optique-lunetterie à Paris, pour la zone occupée, l'école professionnelle d'Oyonnax pour la zone libre et Morez pour la zone interdite, qui redémarre avec une vingtaine d'élèves.¹⁶

Albert Colin, lapidaire en Belgique et originaire d'Orcières, démobilisé, ne pouvant rentrer en Belgique, ouvre un atelier à Orcières¹⁷.

Les industriels et négociants qui se servent du télégraphe pour leurs transactions doivent s'inscrire sur des listes agréées par l'occupant. Les lignes téléphoniques et le courrier postal sont contrôlés au passage des zones.

Les négociants d'Oyonnax sont coupés de Morez ; ils s'approvisionnent dans les villages alentours en zone libre. Ainsi, Joseph Prost-Boucle, à Longchaumois, peut augmenter ses capacités d'usinage de charnières¹⁸. L'année suivante, Albert Colin, à Longchaumois également, pourra étendre son atelier de lapidaire, occuper ses 5 ouvriers et une dizaine d'apprentis¹⁹.

La société Lizon réorganise sa production entre ses deux usines, Morez pour la zone occupée, et Lons pour la zone libre.

La banque Clément, à Morez, doit cesser ses transactions avec La Mouille et Longchaumois en zone libre, mais peut en établir avec Saint-Laurent, Champagnole et Nozeroy. En pleine débâcle, elle a demandé au Comptoir national d'escompte, à Besançon, le transfert de 100 000 F. Cet argent n'est jamais arrivé²⁰.

L'offensive de printemps a fait, côté français, 55 500 morts, 123 000 blessés et 1,850 million de prisonniers, dont 1,575 million est transféré en Allemagne. 460 000 reviendront à divers titres, blessés et malades, anciens combattants de la grande guerre, ou bénéficiaires de la Relève.

Le Jura figure parmi les départements les plus touchés, avec plus de 20% de sa population active masculine prisonnier de guerre²¹.

Par exemple, Bois-d'Amont compte 47 prisonniers, Longchaumois 41, dont trois s'évaderont et trois bénéficieront de la Relève.²²

16 Michel Bussod, *op. cit.* p.108

17 AD Jura 379W2

18 Gabriel-Robez, *op. cit.* p.339.

19 AD Jura 379W3

20 AD Jura 126J66

21 *Atlas historique, op. cit.*

22 Bulletin municipal *Longchaumois* n°19, 1995, p.17-18

Pour tous les autres prisonniers, ce seront cinq longues années de captivité.

L'activité économique est au plus bas, le chômage est apparu, surtout à Saint-Claude et Lons qui déclare 338 chômeurs secourus²³.

En octobre 40, le gouvernement de Vichy crée un Commissariat au chômage. La main d'œuvre étrangère est contingentée, le travail des femmes réduit ou découragé, les femmes fonctionnaires de plus de 50 ans mises à la retraite²⁴.

On envoie des ouvriers sans emploi dans les travaux forestiers. Les entreprises de plus de 12 salariés doivent embaucher des chefs de famille d'au moins 3 enfants ou des veuves chargées d'au moins 2 enfants, selon un contingentement proportionné à leurs effectifs.

Le change entre monnaies a été fixé arbitrairement à 1 mark pour 20 francs, permettant à la soldatesque allemande de vider les magasins à bon compte. Le rationnement s'organise sous la forme de tickets par nature de produits. Les Allemands organisent la collecte du lait par des tournées effectuées, selon la distance, par des cultivateurs ou des camionneurs munis de laissez-passer.

Les communes ont leur camion de ravitaillement qui se rend avec un laissez-passer en zone libre. La commune de Morbier ouvre une cantine scolaire et les établissements d'horlogerie Louis Girod une coopérative pour leur personnel²⁵.

À Morez, Gaston Cottet, Max Grenier et Mme Odobey créent également une cantine pour toutes les écoles de la ville²⁶. Les communes envoient des colis aux prisonniers de guerre, secourent les indigents. La Mouille possède une coopérative, « La Ruche » qui ouvre deux jours par semaine. La population, mécontente, préfère se ravitailler à Longchaumois²⁷.

L'hiver 40-41 est rigoureux. La pénurie frappe tous les secteurs d'activité.

On voit apparaître des véhicules à gazogène fonctionnant avec des déchets de scierie ou au charbon de bois.

André Besson raconte dans ses souvenirs de guerre l'anecdote suivante :

« Au moment où le manque d'essence commençait à se faire sentir, le bruit a couru, dans la région dijonnaise, qu'un inventeur avait trouvé l'astuce de faire rouler les voitures au moyen d'un gros ressort d'horlogerie. Ce système ingénieux, relevant presque du mouvement perpétuel, permettrait au mécanisme de se remonter lui-même en roulant. Alléchés par une publicité enthousiaste, une vingtaine d'automobilistes se présentèrent dans un garage de la banlieue de Dijon et confièrent leurs véhicules au génial « inventeur » pour qu'il les équipe de son procédé. Ils lui versèrent aussi 2 200 francs d'acompte sur les travaux de transformation. Un mois plus tard, lorsque les candidats propriétaires revinrent chercher leurs voitures, ils trouvèrent celles-ci dépouillées de leurs pneus, de leurs batteries et autres accessoires, ainsi que des quelques litres d'essence restant au fond des réservoirs. Quant à l'ingénieur garagiste, il avait disparu en emportant aussi, bien sûr, l'argent de ses dupes ! »²⁸

L'émailleur Marcel Girod récupère les plaques rebutées qu'il achète au poids. Les lunetiers adoptent

23 AD Jura 7W172

24 Henri Amouroux, *La Grande Histoire des Français sous l'occupation*, Robert Laffont, tome 2, 1977, p.176

25 Archives de Morbier, délibérations du conseil municipal 1940

26 Michel Bussod, *op. cit.* p.106

27 AD Jura 379W3

28 André Besson, *op. cit.*, p.93.

le celluloïd déjà utilisé à Oyonnax par les fabricants de jouets, produit très inflammable qui causera, le 6 mai 1943, l'incendie de l'usine Colin et la mort de deux enfants²⁹.

L'approvisionnement depuis la Suisse est interdit, ce qui paralyse l'horlogerie de la montre dépendante à 100% des ébauches suisses. L'interdiction devra être assouplie et certaines firmes pourront importer des produits suisses par le col des Roches, sous contrôle du maire de Morteau³⁰.

Pour faire face aux difficultés de l'heure, la chambre syndicale des fabricants de lunetterie de Morez, rassemblant les plus grosses entreprises, et le syndicat des fabricants et négociants du canton de Morez, regroupant les petites entreprises, créent un syndicat commun de « groupements patronaux de la lunetterie de Morez ».

Les Allemands cherchent à centraliser la production horlogère entre les mains d'un groupement d'achat de leur création, qui n'est autre que la maison Lip mise sous séquestre et dont toute la production est intégralement réservée à la *Marken Enderei*, ou coopérative d'armée, sous la direction d'André Boichat. Les actions Lip seront transférées en 1943 au groupement Ulfi appartenant au Crédit Lyonnais et à Schneider, malgré les protestations d'Ernest Lipmann qui sera déporté avec son épouse³¹.

Pierre Pucheu, président de Japy Frères, à Beaucourt, et trésorier du PPF de Jacques Doriot, est nommé en février 41 secrétaire d'État à la Production industrielle³².

Une délégation générale aux relations économiques franco-allemandes tente de camoufler la pression de plus en plus forte de l'occupant en « partenariat ».

L'offensive contre l'URSS commence en juin 1941.

Pour mettre en coupe réglée l'industrie, les Allemands classent les entreprises en plusieurs catégories :

- dès 1940, des entreprises ont été classées « Rü », *Rüstungsbetriebe*, usines d'armement, placées sous le contrôle du *Rüstungskommando* ou inspection d'armement, de Besançon,
- à partir du printemps 1941, une nouvelle catégorie d'entreprises prioritaires « »V» *Vorzugsbetriebe*, travaillant partiellement pour l'Allemagne, fabricant des objets de la vie civile, et contrôlées par la *Feldkommandantur*,
- enfin, toutes les autres dont la production n'est indispensable ni pour l'Allemagne, ni pour la France, et qui peuvent être fermées.

C'est dans ces deux dernières catégories que se répartissent les industries du canton de Morez. Ces entreprises sont approvisionnées en matières premières, dans la mesure où elles exportent une partie de leur production en Allemagne, la lunetterie étant prioritaire par rapport à l'horlogerie.

C'est ainsi que les Allemands ont commandé aux lunetiers parisiens 100 000 paires de montures en écaille, 80 000 en métal et 200 000 verres.³³

On décompte dans le Jura 28 usines travaillant pour l'effort de guerre allemand, 110 dans le Doubs, et une centaine d'usines dites prioritaires, 200 dans le Doubs.³⁴

29 Michel Bussod, *op. cit.*, p.70.

30 AD Doubs 340W126

31 AD Doubs, 340W126

32 Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, Plon, 1996, éd. France Loisirs, p.192.

33 Henri Michel, *Paris allemand*, Albin Michel, 1981, p.182

34 *Atlas historique, op. cit.*

Le chantage exercé sur les entreprises par le moyen de l'approvisionnement en matières premières est d'autant plus inique que les réquisitions pour l'Allemagne s'accroissent. Dès l'automne 41, on manque d'électricité, il faut fermer provisoirement des usines, particulièrement à Saint-Claude. Les Allemands procèdent à un classement kafkaïen :

- usines d'activité nulle ou médiocre sans utilité spéciale,
- usines travaillant à rendement réduit mais dont la nature des fabrications peut justifier leur maintien temporaire,
- usines travaillant à rendement réduit mais dont la nature ou la destination des fabrications peut nécessiter un ajournement plus important de la fermeture. C'est le cas de Sitar à Morez, fabricant d'appareils de chauffage qui avait déclaré avoir encore des stocks de matière première pour 6 mois de travail.

À la fin de l'année 1941, sauf dans la lunetterie, des ateliers doivent fermer :

dans l'optique, les opticiens moréziens suivants doivent fermer totalement : Charles Boudet, Arthur Masson (171 Grande Rue), Léon Barelle (ou Bareile, 5 rue Raspail), Bailly-Salins (3 rue de la Concorde), Louis Colson (68 rue de la République) et Jules Prost-Tournier (161 rue de la République).³⁵

- les usines suivantes doivent fermer provisoirement :
- à Morez, Sitar déjà cité, Marcel Genet, fonderie, le Consortium général d'optique (construction radio-électrique), les horlogers Odo et Gaston Romanet.
- à Morbier, Peccaud, fabricant de moteurs électriques, ainsi que les horlogers Fils de Félicien Romanet et Louis Girod, sauf, pour ce dernier, l'atelier de menuiserie.³⁶

Le bois est la seule matière première dont on ne manque pas. Albert Perrin ouvre une scierie à Moulins-Piquants fonctionnant avec une roue hydraulique, comme au bon vieux temps³⁷.

On manque de charbon, on fabrique donc du charbon de bois. Le préfet se plaint que la production en est anarchique³⁸. Qu'entend-il par là ? Probablement l'administration paperassière de Vichy ne peut-elle contrôler tout ce qui est produit et soupçonne-t-elle un troc avec la zone libre.

Il y a « guéguerre » entre les services allemands. La *Feldkommandantur* proteste que le *Rüstungskommando* gêne, par ses réquisitions, le bon rendement des entreprises travaillant en France. Mais Hitler donne sa préférence à l'exploitation des travailleurs en Allemagne et nomme, en mars 1942, Fritz Sauckel, plénipotentiaire au recrutement et à l'emploi.

Celui-ci exige auprès du gouvernement de Vichy 250 000 travailleurs. Pour répondre à ces exigences, le gouvernement crée le service de la Main d'œuvre française en Allemagne, dirigé par Gaston Bruneton, sous le contrôle de Benoist-Mechin.

Sauckel bloque les salaires dans tous les pays occupés et déclare : « *L'utilisation totale de tous les prisonniers de guerre, ainsi que d'une quantité énorme de nouveaux travailleurs civils étrangers est devenue une nécessité indispensable* ».

Laval instaure « La Relève par le volontariat » qui fonctionne de juin à septembre 1942, pour les hommes de 18 à 50 ans et les femmes de 21 à 35 ans.

Il tente d'obtenir le retour d'un prisonnier contre un ouvrier, il obtient seulement la promesse d'un pour trois. Malgré une intense propagande, les départs sont peu nombreux car le retour des prisonniers se fait au compte-goutte. C'est aussi l'effet de la contre-propagande diffusée sur la *BBC*,

35 AD Jura 7W154

36 AD Côte-d'Or W24573 et W24574.

37 AD Jura 379W3

38 AD Doubs 340W62.

qui traite Laval de négrier. Le discours de Laval radio-diffusé le 22 juin, déclarant qu'il souhaite la victoire de l'Allemagne, fit l'effet d'une bombe et brisa la confiance que de nombreux Français avaient encore dans le gouvernement.

De Gaulle déclarait le lendemain : « *Les derniers voiles, sous lesquels l'ennemi et la trahison opéraient contre la France, sont désormais déchirés. L'enjeu de cette guerre est clair pour tous les Français : c'est l'indépendance ou l'esclavage* ».

Cette opposition au STO est aussi l'effet de la presse clandestine que la Résistance commence à diffuser depuis quelques imprimeries cachées comme, à Morez, sous la direction du maire, M. Paget, par Alexis Lintanff, au siège du *Patriote morézien*, 111 rue de la République, en face et à la barbe de la *Kommandantur* !³⁹

Dans les statistiques de l'Office départemental de travail du Jura, on observe en effet qu'une dizaine de volontaires s'inscrivent chaque semaine, avec une pointe en juin, mais à partir d'août 1942, les effectifs s'effondrent.⁴⁰

Les femmes qui avaient été écartées du marché de l'emploi pour résorber le chômage, sont maintenant sollicitées pour remplacer les hommes partant en Allemagne.

En effet, le 22 août 1942, Saukel déclare soumis au travail obligatoire tous les hommes et femmes des pays occupés.

Laval y répond par la loi du 4 septembre, c'est la « Relève forcée ».

Il est très difficile d'échapper au STO car chacun doit se déclarer pour les cartes d'alimentation, les bons d'essence, les laisser-passer. La préfecture engage le recensement de toute la population active. Les entreprises envoient au préfet la liste de leurs salariés à indemniser pendant les fermetures hivernales.

Il faut donc ruser. Par exemple, à l'école pratique, M. Fourrey invente une fausse épidémie d'oreillons et hospitalise les élèves susceptibles d'être requis au STO.

De nouvelles fermetures provisoires d'entreprises sont imposées pour l'hiver 42-43. De nombreuses entreprises sur Saint-Claude sont concernées.⁴¹

Le gouvernement attribue au préfet du Jura un fonds de chômage de 250 000 F pour l'année 1943.⁴²

Les difficultés d'ordre industriel proviennent toujours du manque de matière première, surtout de charbon et huiles de graissage. La récupération de métaux non ferreux par la fonte des statues a provoqué des protestations, comme la statue de Pasteur à Arbois⁴³.

La question des carburants liquides se pose avec une intensité toujours accrue, La pénurie de wagons compromet la circulation des marchandises.

La fermeture de certaines usines a provoqué une forte émotion chez les petits industriels qui craignent d'être écrasés entre les trusts et l'artisanat.

La réorganisation des compétences territoriales plus étendues des *Feldkommandanturen* et des *Kriegskommandanturen* s'accompagnent de graves mesures de représailles à la suite d'attentats, et

39 François Marcot, *op. cit.*, p.31-32.

40 AD Jura 332W106

41 AD Jura 7W173

42 AD Jura 7W161

43 AD Doubs, 340W62

une forte hostilité de la population qui souffre des difficultés du ravitaillement. Le plan de concentration des entreprises se heurte à l'opposition des industriels. La production fléchit.

On manque de coke, de charbon, de fonte, de lubrifiants, de bois, de matières textiles, d'électricité. La rigueur des températures et les fortes chutes de neige ont contraint les établissements à mettre leur personnel au chômage. Une propagande massive est faite dans la zone interdite afin de provoquer le départ des chômeurs pour les usines allemandes. La réquisition en Franche-Comté des métaux non ferreux, laiton et maillechort, paralyse l'industrie horlogère.

Un grand nombre de permis de circuler en voiture ont été supprimés par les Allemands, la baisse est de l'ordre de 30%. La réquisition de véhicules à gazogène augmente, mais aussi celle des chevaux et des bicyclettes.

Le 11 novembre 1942, date symbolique, les Allemands envahissent la zone sud et, à partir du 1^{er} mars 43, les contrôles sur la ligne de démarcation sont allégés mais le régime de laisser-passer est maintenu. Des élèves de la zone libre pourront revenir à l'école pratique.

La défaite de Stalingrad a lieu le 2 février 1943, l'espoir pourrait revenir mais la pression allemande s'accroît et la population est toujours préoccupée par le ravitaillement.

La guerre sur le front de l'Est avive les exigences allemandes ; on réclame à la France 250 000 travailleurs supplémentaires.

Les frais d'occupation sont portés de 15 à 25 millions de marks par jour.

Les préfets doivent organiser le STO pour les classes 40, 41 et 42.

On demande des ouvriers pour l'Organisation Todt des chantiers de l'Atlantique mais le *Rüstungskommando* de Besançon cherche à en empêcher le départ. Toutefois, 10 000 Francs-Comtois travaillent pour elle en région car cette organisation a aussi la charge de l'entretien des voies de communication stratégiques et exploite du bois et des minerais pour ses chantiers⁴⁴.

Alfred Speer convainc Hitler que le travail en France donne un rendement meilleur, et qu'il y aura moins de réfractaires au STO.⁴⁵

Aussi, en septembre 1943, apparaît une nouvelle catégorie d'entreprises dites « protégées » : « S » *Sperrbetriebe*, épargnées par le STO à condition de consacrer au moins 70% de leur production à l'Allemagne. Ces entreprises « S » seront près de 14 000 en 1944, pour la France entière, faisant travailler 1 million et demi de personnes⁴⁶.

Peugeot, qui était passé sous le contrôle de Volkswagen, est classé dans cette catégorie protégée en mai 43 ; des jeunes qui avaient gagné le maquis y reprennent le travail et organisent des sabotages.

Le 15 juillet 1943, les Alliés bombardent les usines Peugeot, faisant 125 morts. Pour éviter une destruction complète, le groupe de sabotage prend contact avec les Anglais. La Gestapo arrête les huit directeurs de l'usine qui sont déportés en camp de concentration.⁴⁷

Sauckel vient de fixer ses nouvelles exigences à 220 000 travailleurs pour l'Allemagne : cela veut dire la réquisition de tous les jeunes gens nés en 1922. Beaucoup de jeunes agriculteurs doivent

44 *Atlas historique, op. cit.* p.235

45 Raphaël Spina, in *Travailler dans les entreprises sous l'Occupation* PU Franche-Comté, 2007.

46 *Atlas historique, op. cit.*

47 *Le Pays comtois, hors série* 2010 : « 200 ans Peugeot : la saga du Lion »

partir.

La résistance au STO s'organise : c'est une grève massive chez Peugeot à Sochaux début mars, un attentat contre les bureaux de recrutement de Belfort et de Dole, les dossiers de recensement volés à Vesoul⁴⁸.

À Saint-Claude, des bagarres ont lieu devant la sous-préfecture. Une centaine de jeunes réfractaires montent se cacher dans la montagne. Ils logent dans les chalets forestiers entre Lamoura et Prémaman ou dans les fermes à l'écart. Les familles, les paysans et les commerçants organisent leur ravitaillement.⁴⁹ L'épicier en gros Robert Léculier, de Dole, livre du ravitaillement à la cure de Morez et de Prémaman.

Il existe bientôt à Vichy un fichier national de 95 000 réfractaires. Le préfet régional de Lyon se plaint auprès du préfet du Jura des volontaires au STO qui s'évadent du train après Bourg-en-Bresse, « *ces évasions manifestement sont dues, écrit-il, à l'activité d'agences occultes qu'il conviendrait de dépister* ». ⁵⁰

La réquisition des métaux non ferreux n'a cessé de s'intensifier et s'étend aux édifices religieux ; les objets religieux (candélabres et autres) qui seront enlevés des églises seront payés aux communes : cuivre, étain, nickel, alliages et plomb.

Les Allemands voulaient prélever aussi les cloches pour couvrir leurs besoins en cuivre et étain. Le gouvernement a obtenu qu'ils y renoncent. En compensation la quantité équivalente a été prélevée sur les stocks destinés à l'industrie et à l'agriculture⁵¹.

Depuis le début de la guerre, 10 milliards de francs de commandes ont été passées en France pour l'Allemagne, payés par les indemnités d'occupation, autrement dit, par la France.

La production industrielle s'effondre en 1944. Pendant l'hiver 43-44, l'absence de chauffage dans les ateliers rend le travail pénible. À l'usure des machines, des outillages, au manque de lubrifiants, d'électricité, s'ajoute l'usure des hommes dont la portion alimentaire tombe à 1 000 calories par jour.

C'est une année de famine. Il mourra près de 100 000 personnes de malnutrition. Les rations de nourriture sont de 250 g de pain noir par jour, un quart de litre de lait écrémé tous les deux jours, 90 g de viande et 100 g de beurre par semaine, trois œufs par mois et 200 kg de charbon par hiver.

Devant la maigreur des résultats obtenus dans les entreprises dites protégées, Sauckel demande et obtient, de Hitler, de reprendre les déportations de personnel en Allemagne. Il demande un million d'hommes de 16 à 20 ans.

Les commissions de recrutement franco-allemandes organisent de véritables rafles et procèdent à des mutations forcées de personnel d'une entreprise à l'autre. On l'a appelé le « peignage » des entreprises.

Abetz demande à Laval de transférer le gouvernement à Belfort, ce dernier refuse.

48 François Marcot, *op. cit.* p.127

49 François Marcot, « Le maquis du Haut-Jura », Société d'émulation du Jura, *Travaux 1983-1984*, Lons-le-Saunier, 1985, p.157-177.

50 AD Jura 304W108

51 AD Jura 332W9

L'activité économique est réduite, à cause du manque de gaz. Toutes les entreprises de transport sont arrêtées, entraînant l'arrêt total de nombreux ateliers comme les forges de Baudin⁵².

Puis ce sont les combats en montagne qui s'engagent de mars à septembre, de Saint-Claude à Bellefontaine, faites d'exécutions sommaires, incendies, déportations par les colonnes SS.

C'est à Saint-Claude, le dimanche de Pâques, à 9 heures, la population masculine qui est rassemblée sur la place pendant que commence la fouille des maisons.

Le soir, 307 hommes et 14 d'Oyonnax sont emmenés à Compiègne pour les camps.

À Larivoire, les allemands enferment la population dans l'église et pillent les maisons avant d'y mettre le feu.

À Viry, l'institutrice est tuée, des maisons sont brûlées.

À Vaux-lès-Saint-Claude, les Allemands pillent et brûlent.

À Ravilloles, on brise tout à coups de hache et on met le feu.

Au petit hameau de Montmain, sept maisons sur les dix sont incendiées.

Dans la commune de Grande-Rivière, on tue le maire, le boulanger, le fromager, le boucher et un homme blessé. À Molinges, le garagiste.

Au Martinet, le restaurateur.

À Longchaumois, 12 déportés le 11 juillet.

Toutes les usines sont fermées à Morez en août.

Les 17, 19 et 20 août 1944, des maquisards attaquent des Allemands sous les Barres, vers les Rousses. Une colonne de représailles monte de Morez. L'abbé Noël Chalumeaux, curé des Rousses, qui fournissait des informations au deuxième bureau, est fusillé le 21 août avec 13 autres habitants, une partie des maisons incendiée, les magasins éventrés. Quant la colonne SS revient à Morez, elle procède à une rafle, trois personnes sont abattues, le maire, M. Paget, pris en otage.

Des camions allemands sont attaqués par le maquis à Bellefontaine le 26 août, Le maquis de l'Ain prend position aux Mortes et à Combe-des-Cives où l'affrontement avec les soldats allemands venus de Mouthe a lieu le 30 août.

Pendant ce temps-là, le 16 août, la I^e armée de Lattre de Tassigny a débarqué près de Toulon et remonte vers le nord avec la 7^e armée américaine, en direction de la Franche-Comté. Un bataillon arrive à Longchaumois le 3 septembre à 6 h du matin et se dirige sur les hauteurs de Morez. Les Allemands abandonnent la ville sans combat en direction de la Suisse. Une partie sera capturée par le maquis.

C'était la fin des combats dans la montagne, ce n'était pas la fin de la guerre.

Après un automne pluvieux, l'hiver 44-45 s'annonce très froid, -20° en région parisienne début janvier 1945 et -30° dans l'Est. Le charbon manque car la production a chuté de moitié (40 millions par an à 26 millions de tonnes en 1944).

Beaucoup de chômeurs : Lons compte 500 chômeurs secourus, Saint-Claude : 850 et Dole 130.

52 AD Jura 7W154

Pour tous les autres bourgs, en tout 200 environ. La situation sur Saint-Claude est la plus préoccupante. Morez est relativement épargné.⁵³

Alfred Sperr s'oppose à l'ordre que lui donne Hitler depuis Berlin de détruire les usines des zones occupées.

La Commission des dommages et réparations va évaluer à 600 000 le nombre total de pertes civiles et militaires. La zone interdite (avec les départements du nord) a perdu pendant la guerre 700 000 habitants, soit 15% de sa population.⁵⁴

Il y a 67 000 déportés pour faits de résistance. Le Jura et les Vosges sont les deux départements qui en comptent le plus grand nombre.

1 838 communes sont déclarées sinistrées, dont 14 dans le Jura, autour de Saint-Claude, et 16 dans le Doubs autour de Montbéliard.

Morez recevra la croix de guerre avec étoile de bronze pour ses actes de résistance.

Au cours de l'année 1945, 1 690 200 personnes rentrent d'Allemagne, prisonniers, déportés et travailleurs de force.

53 AD Jura 7W173.

54 *Atlas historique, op. cit.*